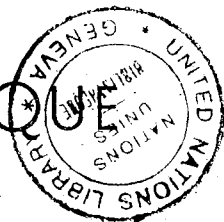


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1245
9 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-troisième session

Point 6 de l'ordre du jour

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE

Lettre datée du 4 février 1977, adressée au Secrétaire général
par le Président par intérim du Comité spécial contre l'apartheid

Le Comité spécial contre l'apartheid a appris avec une grave inquiétude les actes de brutalité commis continuellement par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud et par ses forces de police, notamment depuis le massacre des écoliers de Soweto perpétré le 16 juin 1976, dans une vaine tentative pour mettre un terme au soulèvement national du peuple opprimé en lutte contre la politique criminelle d'apartheid.

Même si l'on s'en tient aux renseignements fournis par le régime d'apartheid et la presse sud-africaine, plus de 400 Noirs ont été tués par la police depuis le 16 juin 1976. Des milliers de personnes ont été blessées et emprisonnées. De nombreuses condamnations à de longues peines d'emprisonnement et au châtiment du fouet, y compris à l'encontre d'enfants, ont été prononcées par les tribunaux racistes. Un enfant africain de 8 ans a même été condamné à Port Elizabeth, le 16 septembre 1976, à recevoir cinq coups de fouet pour avoir assisté à un rassemblement illégal.

M. J. Kruger, ministre de la police et de la justice du régime d'apartheid, a récemment déclaré dans une interview que plusieurs Africains soupçonnés d'appartenir à l'African National Congress of South Africa avaient été arrêtés au cours de rafles organisées récemment dans tout le pays. Il a indiqué que 52 procès au moins auraient lieu dans différentes régions en vertu de la fameuse Loi sur le terrorisme (Terrorism Act) de 1967 condamnée par les Nations Unies et la communauté internationale comme contraire à tous les principes de la règle du droit.

Le régime sud-africain s'apprête à promulguer une nouvelle législation qui lui permettra d'exercer les mêmes pouvoirs qu'en temps de guerre afin de réprimer la résistance populaire à l'apartheid. Des poursuites ont été engagées contre plusieurs journalistes pour les empêcher de faire connaître les atrocités commises par la police dans les villes-dortoirs africaines et de nouvelles restrictions vont être imposées à la presse.

Le Comité spécial rappelle que dans son rapport à la trente et unième session de l'Assemblée générale (Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, supplément No 22, Vol. II (A/31/22/Add.1)), après avoir souligné que la police

sud-africaine avait eu recours à la violence massive et aveugle pour réprimer la résistance, il a donné des exemples de la brutalité policière. Malgré les très nombreuses demandes à cet effet formulées en Afrique du Sud, le gouvernement n'a rien fait pour limiter l'action de la police et a refusé d'ouvrir une enquête judiciaire. Au contraire, il a félicité la police de ses interventions.

Le Comité spécial exprime son inquiétude au sujet des nombreux cas de torture de prisonniers politiques, qui ont été révélés lors de procès récents, et au sujet du décès de nombreux patriotes maintenus au secret à la merci des services de sécurité. Quatorze prisonniers politiques ont trouvé la mort en prison l'année dernière; certains renseignements détaillés les concernant sont joints à la présente lettre. (Voir l'annexe).

Le Comité spécial considère que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ont l'obligation impérieuse de prendre des mesures rapides et efficaces pour mettre un terme à ces crimes commis en Afrique du Sud et pour châtier leurs auteurs.

Il est indispensable que la Commission des droits de l'homme examine d'urgence cette question et prenne d'urgence des mesures pour qu'une enquête internationale approfondie soit entreprise sur la base de tous les renseignements dont on dispose sur les crimes de l'apartheid, et sur les organisations et les individus responsables de ces crimes, en particulier sur les brutalités policières dont les manifestants sans armes et tous les opposants au régime de l'apartheid ont été victimes depuis le massacre de Soweto et sur la torture et le massacre de patriotes emprisonnés ou gardés à vue. Le Comité propose que la Commission lance un appel spécial pour que tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait adhèrent à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la mettent effectivement en application.

Le Comité spécial a invité et autorisé son Président à faire une déclaration sur cette question devant la Commission des droits de l'homme ou à désigner un représentant à cet effet.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer la présente lettre à la Commission des droits de l'homme afin qu'elle l'examine de toute urgence.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président par intérim
du Comité spécial contre l'apartheid
(Signé) Vladimir N. Martynenko

ANNEXE

LISTE DE DETENUS DECEDES EN AFRIQUE DU SUD DEPUIS MARS 1976

M. Mosobiya Joseph Mdluli

M. Mosobiya Joseph Mdluli, 51 ans, membre de l'African National Congress a été arrêté à Durban le 18 mars 1976 et détenu en vertu de la Loi sur le terrorisme. Il a été trouvé mort dans sa cellule le 19 mars.

Sa veuve a déclaré à la presse qu'il était en parfaite santé au moment de son arrestation. Après avoir été avisée de son décès, elle s'est rendue à la morgue pour identifier le corps, mais l'autorisation de le voir lui a été refusée. Quand, deux jours plus tard, elle a enfin été autorisée à voir le corps elle a constaté qu'il était couvert de bleus, de coupures et d'enflures. Elle a déclaré :

"Il avait une grosse enflure qui s'étendait d'un bout à l'autre du front, sa lèvre inférieure était tuméfiée et fendue, son estomac avait doublé de volume.

J'ai soulevé sa tête et j'ai vu deux entailles en croix à la base du crâne, à proximité de l'oreille gauche. Une substance aqueuse suintait des plaies profondes de 3 à 5 cm."

Le 13 mai 1976 à Londres, l'African National Congress a remis à la presse des photographies de M. Mdluli sur lesquelles on distinguait des signes de torture.

M. Mdlungifi Mxenge, avocat de la famille, a également déclaré à la presse que M. Mdluli était en bonne santé avant sa mort. Les services de sécurité ont arrêté M. Mxenge le 24 mars. Le passeport de M. T.K. Skweyiya, avocat choisi par M. Mxenge, a été confisqué.

Le 11 juin, M. Jimmy Kruger, ministre de la justice, a déclaré devant la Chambre d'assemblée que le décès de M. Mdluli ne donnerait pas lieu à une enquête, le procureur général du Natal ayant décidé d'inculper quatre officiers de police d'homicide volontaire. Ces derniers ont été inculpés à Durban le 17 juin, mais ont été acquittés ensuite. Toutefois, le juge a ordonné une enquête approfondie afin de déterminer les circonstances de la mort de M. Mdluli.

M. Mapetla Mohapi

M. Mapetla Mohapi, 25 ans, l'un des dirigeants du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité et père de deux jeunes enfants, est décédé le 25 août 1976 alors qu'il était détenu près d'East London. Le gouvernement a prétendu qu'il s'était suicidé. Ancien responsable de la South African Students Organization et de la Black People's Convention, M. Mohapi était alors administrateur du Zimele Trust Fund créé pour faciliter le reclassement des anciens prisonniers politiques. Le père Aelred Stubbs, membre de la Communauté de la résurrection à Rosettenville, qui a connu M. Mohapi, a déclaré qu'il était "l'une des figures les plus brillantes de la jeune génération de responsables du mouvement en faveur de la prise de conscience par les Noirs de leur identité".

Les deux médecins qui représentaient Mme Mohapi lors de l'autopsie ont été arrêtés quelques jours plus tard. Le Président du Zimele Trust Fund, M. Master Tembeni, qui avait réclamé une enquête sur les circonstances du décès, a aussi été arrêté.

M. Luke Mazwembe

M. Luke Mazwembe, 32 ans, est décédé au Cap le 3 septembre 1976, deux heures seulement après son arrestation. La police a déclaré qu'il s'était pendu. Il était membre de la South African Students Organization.

M. Dumisani Mbatha

M. Dumisani Mbatha, 16 ans, lycéen de Soweto, est décédé le 25 septembre 1976. Il avait été arrêté le 16 septembre. La police a déclaré qu'il s'était plaint d'être malade et qu'il était décédé à l'hôpital de Far East Rand.

M. Fennel Mogatusi

M. Fennel Mogatusi, 22 ans, lycéen de Soweto, a été arrêté en juillet 1976 et est mort en détention à Johannesburg le 28 septembre. Au département des prisons on a déclaré qu'il avait succombé à une crise d'épilepsie.

M. Zungwane Jacob Mashabane

M. Jacob Mashabane, 22 ans, étudiant à l'Université du Zouloulund et originaire de Soweto, est mort en détention à Johannesburg le 5 octobre. La famille de M. Mashabane ne savait même pas qu'il avait été arrêté : il avait disparu après avoir quitté son domicile le 1er octobre. On a prétendu qu'il s'était pendu en prison.

Plus de 5 000 personnes ont assisté à ses obsèques le 24 octobre : la police a ouvert le feu sans avertissement, tuant 7 personnes et en blessant 51.

M. Edward Mzolo

M. Edward Mzolo, 40 ans, a été arrêté à Johannesburg le 1er octobre 1976 et est décédé huit jours plus tard.

M. William Tshwane

M. William Tshwane, lycéen de Soweto, a été arrêté le 25 juin 1976. Son père a appris le 14 octobre qu'il était décédé en prison le jour de son arrestation. Les avocats de la famille ont été avisés que le corps avait déjà été inhumé et ne pouvait être restitué.

M. Ernest Mamasila

M. Ernest Mamasila, 35 ans, est décédé en prison à Brakpan le 18 novembre 1976. Il avait été arrêté au moment où il se présentait à la police après avoir appris qu'il était recherché. On a prétendu qu'il s'était pendu.

M. Wellington Tshazibane

La police sud-africaine a révélé le 11 décembre 1976 que M. Wellington Tshazibane, âgé de 30 ans, était décédé au siège de la police de Johannesburg; la police a prétendu qu'il s'était pendu.

M. Tshazibane, qui avait fait ses études à l'Université d'Oxford, était ingénieur des mines. Il avait été arrêté le 9 décembre à sa descente d'avion, venant du Lesotho où il travaillait dans une mine de diamants.

M. George Botha

M. George Botha, 30 ans, enseignant noir de Port Elisabeth, est mort en détention le 15 décembre 1976, cinq jours après son arrestation. La police a déclaré qu'il avait trouvé la mort en se jetant du sixième étage dans une cage d'escalier.

M. Nabaoth Ntshuntsha

M. Nabaoth Ntshuntsha, 40 ans, originaire de Soweto, est décédé dans une cellule du poste de police à Leslie, le 9 janvier 1977. Il avait été arrêté le 14 décembre 1976. La police a déclaré qu'il s'était pendu. Un médecin indépendant désigné par la famille pour procéder à l'autopsie a refusé de le faire lorsqu'il a découvert que des incisions avaient déjà été pratiquées sur le corps par le personnel de la morgue.

M. Lawrence Ndzanga

M. Lawrence Ndzanga, 52 ans, dirigeant syndicaliste bien connu est mort en détention au Fort de Johannesburg le 8 janvier 1977. Il avait été arrêté en novembre 1976. La police a prétendu qu'il avait eu une syncope et qu'il était mort subitement.

Son épouse, Rita, a également été arrêtée en vertu de la Loi sur le terrorisme et attend de passer en jugement.

M. Elmon Malele

M. Elmon Malele, membre de l'African National Congress, est décédé le 20 janvier 1977 dans une clinique de Johannesburg alors qu'il était détenu. Il avait été arrêté vers le 10 janvier : la police a déclaré qu'il avait été victime d'une attaque.

L'autopsie a été pratiquée le 21 janvier, mais la famille n'en a pas été informée et n'a pu prendre aucune disposition pour qu'un médecin privé y assiste.

De plus, deux prisonniers sont morts en détention dans le bantoustan du Transkei.

M. T. Mosala, arrêté le 31 août 1976, a été trouvé mort à la prison de Butterworth le 30 novembre. L'autopsie a établi que son décès était dû à une hémorragie interne qui aurait été provoquée par un ulcère gastrique. Aucun médecin indépendant n'a assisté à l'autopsie.

M. Mosala était l'un des dirigeants de la minorité Sotho du Transkei, qui était résolument opposée à la prétendue "indépendance" du Transkei.

M. Joyi Twasifene, détenu à Umtata, est aussi décédé en prison (date inconnue).